

Classe

Étienne Penissat

à un projet
de remise
en cause
radicale de
l'ordre social.

Classe
Étienne Penissat

anamosa

© anamosa 2023

www.anamosa.fr

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Classe. Historiquement, le mot est fort. Il est associé depuis le XIX^e siècle à un projet de remise en cause radicale de l'ordre social. Des dominé·es l'ont utilisé pour lutter contre leur exploitation, leur domination ou leur invisibilisation. Aux quatre coins du monde, il a appuyé la formation des « mouvements ouvriers » et, avec eux, des grandes luttes et conquêtes sociales qui ont jalonné l'histoire des XIX^e et XX^e siècles. Plus qu'un concept ou qu'un slogan, la classe a servi de langage pour rendre visibles et audibles les conflits et les inégalités ; il correspond à un lexique, à des incarnations, à des représentations et à des manières d'agir et de lutter.

Mais, aujourd'hui, ce langage est affaibli. Il ne constitue plus la représentation principale des antagonismes sociaux. À gauche, certains l'ont marginalisé. Parfois, en lui substituant d'autres termes (« pauvres », « exclus », etc.) ou d'autres clivages plus flous comme celui opposant le « peuple » à la « caste » ou aux « élites ». D'autres, plus radicaux, l'ont tout simplement abandonné en renonçant à une lecture agonistique du monde social. Cette marginalisation de la classe a ouvert la voie à une récupération de son lexique par le camp réactionnaire, de Donald Trump à Marine Le Pen. L'extrême droite n'a jamais adopté la grille de lecture classiste ; au contraire, elle la dénonce régulièrement. En revanche, elle braconne sur les terres du mouvement ouvrier en revendiquant, avec quelques succès électoraux, la défense des classes populaires blanches et natives contre un vaste ensemble d'« ennemis » réunissant les immigré·es, les « bobos » et les élites, tous et toutes considéré·es comme cosmopolites et déraciné·es. Le langage des classes peut alors se retourner contre certaines fractions des dominé·es : les immigré·es, les personnes racisé·es, les minorités sexuelles...

Si le concept de classe connaît un regain d'intérêt dans les sciences sociales et que nous vivons un nouveau cycle de luttes sociales, en revanche, le langage des classes ne cristallise pas les oppositions politiques et sociales alors même que la domination capitaliste se radicalise depuis quarante ans. Dans ce livre, je voudrais fournir quelques clés de compréhension de cette énigme.

Sociologue, j'ai enquêté sur des mobilisations sociales (occupations d'usines, grèves), sur les représentations et perceptions que des individus ordinaires se forgent du monde du travail ou encore sur les transformations des inégalités en France et en Europe. Dans mes travaux, le concept de classe m'a permis de penser et de cartographier les divisions et les antagonismes dans nos sociétés. Mais je sais que les chercheurs et les chercheuses ne sont pas en dehors du monde qu'ils et elles décrivent. Nous participons, par la mise en récit du monde social, aux « luttes de classements », selon la formule de Pierre Bourdieu, qui donnent une « existence » aux classes sociales. C'est donc armé par ces expériences de recherche et par des travaux historiques et sociologiques qui m'ont nourri, que je propose de revenir sur ce que le langage des classes a pu recouvrir depuis son apparition jusqu'à aujourd'hui et, ce faisant, de contribuer à redonner à la classe son tranchant comme concept et comme outil de combat.

Des classes en luttes

Le mot classe, tel que nous l'utilisons aujourd'hui, porte la trace des luttes et des opérations de mise en forme du monde social dont il a été à la fois le produit et l'instrument. C'est pourquoi il faut commencer par la genèse de ses définitions et de ses usages.

Le concept de classe se diffuse en Occident dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Contrairement à la notion d'« ordre », qui relève d'une division et d'une hiérarchisation juridique et politique de la société d'Ancien Régime (clergé, noblesse, tiers état), la classe est une construction intellectuelle pour penser les divisions économiques et les dynamiques de la production des richesses. Les physiocrates, précurseurs de la pensée économique libérale, l'utilisent dans leurs réflexions sur la richesse des nations en distinguant trois classes d'acteurs économiques : la classe « productive » qui regroupe les paysan·ne·s, la classe « stérile » composée des marchand·es et industriel·le·s et la classe des « propriétaires ». Au début du XIX^e siècle (1821), Saint-Simon, inspirateur du socialisme, théorise quant à lui une tripartition des sociétés modernes en trois classes : la classe « féodale » (le clergé et la noblesse), la classe « intermédiaire » (les propriétaires oisifs non nobles et les militaires) et la classe « industrielle », la plus nombreuse, qui rassemble patrons et patronnes, mais aussi ouvriers et ouvrières.

Au même moment, le mot devient un enjeu de luttes parmi les dominant·es. Les contours sociologiques de la bourgeoisie sont flous et mouvants dans une phase d'essor du capitalisme industriel. Mais une classe bourgeoise, appelée « classe moyenne » (*middle class* en Grande-Bretagne), prend forme dans les luttes politiques. Pendant la Restauration (1814-1830), la noblesse, vaincue pendant la Révolution française, cherche à restaurer son pouvoir en restreignant les droits politiques octroyés au reste de la société. Pour légitimer cette entreprise, elle revendique son statut de classe historique. Face à cette réaction conservatrice, le camp des libéraux, composé pour beaucoup d'intellectuel·le·s, forge une identité et une histoire positives pour définir

la « bourgeoisie ». Celle-ci se distinguerait par son rôle premier dans la production des richesses : une « classe productive industrielle et commerciale », contrairement à la noblesse. Elle est également promue comme un groupe doté d'une autorité politico-morale supérieure : la « classe moyenne » modérée politiquement, soucieuse du maintien de l'ordre établi et de la protection de la propriété privée. L'histoire de France et tout particulièrement l'histoire de la Révolution sont alors reformulées par les historiens libéraux (dont François Guizot et Augustin Thierry) sous le prisme d'une *lutte des classes* entre la noblesse et la bourgeoisie.

Ainsi, des éléments constitutifs du langage des classes (mise à mal de la vision par ordres de la société, avènement de la classe bourgeoise, réflexion sur les inégalités comme injustices plutôt que comme ordre naturel) émergent de la Révolution française au début du XIX^e siècle. Dans des sociétés où une part croissante de la population revendique l'égalité en droit des citoyen·ne·s, la classe constitue un moyen de représenter les inégalités et conflits entre groupes sociaux.

Les expressions de « classe » et « lutte de classes » sont alors réappropriées pour qualifier le conflit multiséculaire entre dominant·es et dominé·es. La réappropriation la plus connue est proposée par Karl Marx, militant et intellectuel qui participe à la fondation de la Ligue des communistes (1847) puis de l'Association internationale des travailleurs (Première Internationale en 1864). Pour lui, les classes désignent un rapport de dépendance et d'antagonisme entre deux groupes : la classe des bourgeois-capitalistes, qui détiennent les moyens de production et exploitent le second groupe, la classe des prolétaires, en s'appropriant leur travail afin d'en tirer un avantage économique, la plus-value. Dans ses récits d'observation des luttes sociales en France, Marx identifie d'autres classes ou fractions de classe (sous-prolétariat, petite bourgeoisie, banquiers, etc.) complexifiant sa définition. La classe est ainsi un concept relatif à la structure du système de production et permet de décrire la formation de nouveaux groupes sociaux liés à l'essor du capitalisme industriel. Mais, la classe de Marx ne se réduit pas à des divisions économiques, elle s'ancre dans les formes de pensée et d'action des individus. Il distingue la « classe en soi », dont les membres partagent une

même condition d'existence mais n'ont pas de conscience ni d'organisation commune de défense de leurs intérêts (par exemple les paysans qu'il décrit comme un « sac de pommes de terre »), et la « classe pour soi » dont les membres sont conscient·es et mobilisé·es pour défendre leurs intérêts communs. Trois dimensions caractérisent sa définition de la classe : des positions similaires dans la division du travail de production (condition de classe), la conscience d'intérêts communs (conscience de classe) et l'action collective pour les défendre (action de classe). Enfin, Marx utilise le langage des classes pour fonder une théorie globale et un projet politique d'émancipation. L'antagonisme des intérêts entre la classe des prolétaires et celle des capitalistes activerait une lutte entre elles, fonctionnant comme un puissant moteur de l'histoire des sociétés modernes et de leur dépassement. La lutte des classes devrait mettre fin à l'aliénation économique des prolétaires et faire naître une société égalitaire, le communisme, débarrassée de toute forme d'exploitation où les ouvriers et les ouvrières reprennent le contrôle sur les moyens de production et leur travail.

L'idiome de la classe se retrouve donc pris au cœur des luttes intellectuelles et politiques du XIX^e siècle. Autant que le mot, c'est le sens qui lui est associé et les termes pour le qualifier qui font conflit : productive/improductive, travailleuse/oisive, moyenne/dangereuse, capitaliste/laborieuse, etc. Et le pouvoir symbolique de ceux et celles qui ont accès à la parole publique est d'autant plus décisif que l'État intervient alors encore peu dans le domaine social.

Quand la classe devient le langage des dominé·es

Le langage des classes est donc lié aux luttes intellectuelles et politiques pour dire le monde social. Il y puise sa naissance, mais ne saurait s'y réduire et s'inscrit dans un mouvement d'autonomisation du monde ouvrier vis-à-vis des dominant·es.

Edward Palmer Thompson a décrit le processus de formation de la classe laborieuse anglaise dans le contexte de la révolution industrielle, de la fin du XVIII^e siècle aux années 1830. Le terme anglais de « *working class* » regroupe d'ailleurs une plus grande diversité de métiers et de conditions sociales que le terme français de classe ouvrière. Il retrace la fabrication (*making*) de valeurs et d'institutions communes par divers groupes d'artisan·es-ouvrier·es insérés jusque-là dans des structures économiques préindustrielles. Dans ce récit, la classe n'est pas le résultat mécanique d'un monde nouveau – le capitalisme industriel – et la conscience de classe ne se déduit pas du seul partage de conditions économiques. Sa formation nécessite un processus de maturation d'une conscience collective. Pour Thompson : « On peut parler de classe lorsque des hommes, à la suite d'expériences communes (qu'ils partagent ou qui appartiennent à leur héritage), perçoivent et articulent leurs intérêts en commun et par opposition à d'autres hommes dont les intérêts diffèrent des leurs (et, en général, s'y opposent) ». La classe laborieuse anglaise est ainsi le produit des expériences d'exploitation au travail et d'oppression politique. Elle se forge dans l'adversité, face aux dominant·es, et dans l'apprentissage des échecs et des victoires des luttes. Mais elle puise également dans des pratiques religieuses et spirituelles (le méthodisme par exemple), des utopies, des traditions d'aides et de secours mutuels, des sociabilités et des pratiques festives populaires qui contribuent à la politisation d'une condition commune entre différents groupes d'ouvrier·es et d'artisan·es. Selon Thompson, les traditions populaires, loin de freiner l'avènement d'une classe d'hommes conscients de leurs intérêts, peuvent se muer en « cultures rebelles » et faire advenir la classe lorsque ses membres s'y réfèrent pour résister aux dominant·es. La

fabrication de cette classe suit donc une double dialectique de différenciation-opposition à la bourgeoisie et d'unification de groupes sociaux divers sur la base d'une culture populaire autonome.

La formation de la classe laborieuse anglaise décrite par Thompson n'est pas si éloignée de celle de la classe ouvrière française, bien qu'enracinée dans des structures économiques et culturelles différentes. Des historien·ne·s ont ainsi décrit la formation de cette classe à partir des communautés d'artisans-ouvriers (tisserands, tailleurs, serruriers, carrossiers, typographes etc.), avant le monde des ouvriers d'usines et alors que le monde paysan demeurait majoritaire. Elle s'ancre dans des sociabilités populaires, en particulier dans les grandes villes (Paris, Lyon), qui favorisent la politisation des ouvrier·es et la construction d'une conscience collective. C'est dans les années 1830 que s'élaborent et se cristallisent un langage, des modes d'action et d'organisation communs.

Lors de la Révolution de Juillet, le « petit peuple » parisien participe aux insurrections contre les tentatives de la noblesse, groupée autour du roi Charles X, de restreindre les droits politiques obtenus pendant la Révolution française. Galvanisés par la mise en échec de ce coup de force constitutionnel, les artisan·es, ouvriers et ouvrières manifestent dans les rues de Paris pour dénoncer les méfaits du développement du capitalisme industriel et exiger l'interdiction des machines, l'augmentation des salaires et la réduction de la journée de travail. Ils et elles sont réprimé·es au nom de la libre industrie qui interdit les règlements collectifs des conflits du travail. Les autorités reconnaissent des individus-citoyens, selon les principes admis depuis la Révolution française, mais pas des collectifs de travailleurs et travailleuses. Les ouvrier·es sont amené·es à reformuler leur identité et leurs revendications. Alors que les élites refusent de les considérer comme des citoyen·ne·s à part entière et d'entendre leurs revendications, ils et elles s'autodéfinissent comme la seule classe créatrice de valeurs et revendiquent la propriété de leur travail comme la bourgeoisie revendique le droit et la protection de la propriété privée.

L'argument de la propriété est ainsi retourné contre la bourgeoisie, définie à partir de ce moment comme une classe qui exploite celle des travailleurs et travailleuses. Le terme d'exploitation, jusqu'ici synonyme

d'usage d'une ressource à des fins productives, devient péjoratif et moralement dénoncé par les ouvrier·es. Une opposition se forge entre ces deux groupes, comme l'illustre un extrait de l'*Artisan, journal de la classe ouvrière* du 22 septembre 1830 : « La classe la plus nombreuse et la plus utile de la société est, sans contredit, la classe des ouvriers. Sans elle les capitaux n'ont aucune valeur ; sans elle point de machines, point d'industrie point de commerce. Toutes les classes qui s'appuient sur elle, qui profitent de son travail, le savent bien ; elle seule semble ignorer ou n'en prendre nul souci ».

Ce langage accompagne l'unification de groupes sociaux divers et leur constitution en sujet politique. Il s'élabore dans le cadre d'un nouveau mode d'organisation : l'association ouvrière. Petit à petit, ces associations regroupent les différents corps de métiers et formulent des revendications au nom de la classe des ouvrier·es. Elles coordonnent les grèves qui sont interdites mais qui se multiplient entre 1830 et 1848. Ce mouvement de formation d'une classe ouvrière est d'abord concentré dans quelques centres urbains avant de se déployer plus largement, non sans obstacles. Il conduit les chefs d'entreprise à se coaliser, à se doter d'une représentation (les chambres syndicales) et à se nommer. Le mot « patron » se diffuse ainsi en France au tournant de la seconde moitié du XIX^e siècle. Il sert une stratégie de dissimulation de l'exploitation économique en mettant l'accent sur la dimension sociale et morale du chef d'entreprise – *pater* renvoie à la figure du protecteur, du saint patron, du chef de famille – et ce mot rassemble sous un même signifiant, grand·es et petit·es bourgeois·es.

La classe devient un mot d'ordre des ouvrier·es en légitimant leur rôle dans la société, la défense de leurs intérêts et, au-delà, le projet politique de réappropriation du travail et de la production. Jusque-là, les ouvrier·es étaient principalement une « classe-objet » (telle que l'a nommée Pierre Bourdieu) définie et parlée par les dominant·es. Pour la bourgeoisie, les ouvrier·es sont considéré·es négativement par ce qui leur fait défaut (la pauvreté), la peur qu'ils/elles suscitent (« classes dangereuses ») ou leur infériorisation physique et morale mais pas comme une classe capable de se constituer en sujet politique. Le geste d'autodéfinition des ouvrier·es comme « classe la plus utile » subvertit cet ordre social. Le *Manifeste des*

Soixante rédigé par Henri Tolain, ouvrier ciseleur et membre de l'AIT, qui défend un programme de revendications sociales et des candidatures « ouvrières » aux élections de 1864, incarne cette conquête d'une autonomie ouvrière. Ainsi, la classe ouvrière devient la classe pivot autour de laquelle s'élabore le langage des classes.

Les frontières de classes

Si le langage des classes s'impose comme représentation des groupes et des antagonismes sociaux, la définition de leurs frontières, de celles et ceux qu'elles incluent ou excluent, devient un enjeu de luttes.

Ainsi, ce langage présente une particularité qui n'a rien de secondaire : il s'accorde principalement au « neutre masculin », selon la formule de Margaret Maruani. La formation des classes est en effet genrée : elle se structure autour d'une hiérarchisation entre des rôles masculins et féminins. Les femmes sont marginalisées et assignées à une position dominée au cours du processus de formation de la classe ouvrière et de la classe bourgeoise. Si elles jouent un rôle central dans le développement du capitalisme, en particulier les ouvrières de l'industrie textile, les femmes sont précarisées, invisibilisées et subordonnées à leur mari dont elles sont dépendantes, leur rémunération étant conçue comme un « salaire familial ». La relégation des femmes au foyer est légitimée par l'affirmation d'un idéal de domesticité promu par la bourgeoisie, en particulier au nom des valeurs et de la morale religieuses qui naturalisent les distinctions de sexe. Mais elle est aussi admise par le mouvement ouvrier qui revendique le privilège du travail et du salaire pour les hommes. En 1866, l'AIT prend position contre le travail des femmes. Dans son article « L'ouvrière, mot impie, sordide », reprenant les termes de Jules Michelet, Joan Scott souligne comment la subordination des femmes s'affirme tant sur le plan économique que moral et symbolique dans les discours des économistes, des moralistes et des socialistes de l'époque.

Cette minoration sociale va de pair avec une relégation politique. De nombreuses femmes s'engagent dans les insurrections de 1830. Plusieurs d'entre elles contribuent à la naissance des courants socialistes, que ce soit le socialisme utopique en Angleterre ou le saint-simonisme en France. Elles sont également actives dans les grèves, à l'image des « ovalistes », ces ouvrières de la soie qui, durant l'été 1869, parviennent à arracher des augmentations de salaires et la réduction de leur temps de travail. En 1848, fortes de leur participation à la révolution en cours, elles

entendent l'engagement du gouvernement républicain d'« effacer toute distinction de classes et d'abolir tous les privilèges » comme la promesse d'un accès au droit de vote et à un droit au travail. Pourtant, la parenthèse se referme rapidement. Le droit de vote est accordé aux seuls hommes et le mouvement ouvrier congédie cette exigence. Les lieux d'exercice de la politique leur demeurent ainsi fermés et malgré leur participation aux luttes, les syndicats ne leur accorderont qu'une place marginale.

Par ailleurs, à la fin du XIX^e siècle, l'affirmation d'un État national et social (droit du travail, protection sociale), dans un contexte d'aggravation des inégalités et de conflits sociaux récurrents, contribue à tracer des frontières nationales dans la classe. La loi de 1884, qui autorise la création de syndicats professionnels, interdit aux travailleurs-es étranger-es d'en créer ou de les diriger. Celle de 1910 sur les « retraites ouvrières et paysannes » en réserve le bénéfice aux ouvrier-es français-es, tout comme les autres États européens qui distinguent des droits selon les nationalités. Ces différenciations nationales cimentent les travailleurs et travailleuses autochtones autour d'un « intérêt national », sous la forme de droits sociaux et politiques, tout autant qu'elles attisent les concurrences entre eux et elles. Les rixes et les manifestations de xénophobie sont exacerbées entre ouvrier-es français-es et belges ou italien-ne-s dès la fin du XIX^e siècle. Elles le sont plus particulièrement dans les conjonctures de crise économique lorsque la protection du travail devient un enjeu vital.

La référence à l'appartenance nationale n'était certes pas absente de la formation de la classe ouvrière au début du XIX^e siècle : les Anglais-es formulent leurs revendications d'égalité politique et sociale en tant qu'« Anglais nés libres » ; les Français-es puisent dans les références à la Révolution française pour revendiquer des droits politiques et sociaux. Mais, le principe de solidarité entre ouvrier-es par-delà les frontières – « prolétaires de tous les pays unissez-vous » – accompagne la naissance du mouvement ouvrier, en particulier lors de la création la Première Internationale en 1864. Cette solidarité se traduit dans des pratiques d'entraide (soutien financier aux grèves), de luttes (le 1^{er} mai pour revendiquer la journée de 8 heures) et d'élaboration collective (congrès).

Le projet politique d'union des prolétaires est transnational. Mais face à la crise économique et à l'affirmation des États-nations à la fin du XIX^e siècle, la question migratoire devient source de tensions au sein de l'Internationale. De plus, les mouvements ouvriers se nationalisent et s'organisent pour la prise du pouvoir contre *leur* classe bourgeoise nationale. Les unions sacrées au moment de l'entrée en guerre de 1914 marquent l'échec du projet d'universalisation des solidarités ouvrières.

La nationalité n'est pas le seul principe de division qui traverse les classes. Aux États-Unis, l'esclavage puis la ségrégation infligée aux Afro-Américain-es tracent des frontières matérielles et symboliques entre noir-es et blanc-he-s, en particulier dans le monde ouvrier. William Edward Burghardt (W.E.B.) Du Bois, afro-américain, pionnier de la sociologie états-unienne, décortique dès la fin du XIX^e siècle, dans son enquête *Les Noirs de Philadelphie*, les différentes formes d'inégalités (accès à l'emploi, à la santé, etc.) qu'ils et elles subissent. Ces inégalités sont le résultat de facteurs socio-économiques et de préjugés racistes. Du Bois est l'un des premiers à analyser la race comme une construction sociale et politique en considérant que c'est le fait d'être qualifié et infériorisé comme noir par les blanc-he-s, qui constitue la race (la « ligne de couleur ») et non pas les caractéristiques biologiques ou physiques. La *ligne de couleur* est le produit d'un « héritage social » issu de la colonisation, des migrations forcées et de l'esclavage. Elle n'est pas un simple reflet des antagonismes de classe puisqu'elle traverse la classe : les groupes racialisés sont exploités en tant que travailleurs mais aussi opprimés en tant que peuples colonisés et infériorisés.

Dans la France du XIX^e siècle et du début du XX^e, les populations colonisées sont cantonnées dans les marges de l'Empire. Bien que considérées comme français-es, les colonisé-es sont infériorisé-es par un statut juridique – le Code de l'indigénat (1881) – qui ne leur octroie pas les mêmes droits sociaux, civils et politiques que les Français-es de métropole et les colons. La question raciale n'intervient donc pas avec la même temporalité dans la formation des classes en métropole. On observe cependant un processus de racialisation (c'est-à-dire l'assignation et la hiérarchisation d'individus ou de groupes selon un marquage racial) de la classe ouvrière pendant Première Guerre mondiale. Engagées dans

la guerre, les élites enrôlent les colonisé·es dans l'armée et dans les usines. La main-d'œuvre « européenne » et « blanche » est séparée de la main-d'œuvre « coloniale ». Cette ségrégation se poursuit après la guerre avec l'interdiction des unions mixtes et la division raciale du travail (chaque « race » est associée à une catégorie d'emplois). Peu nombreux sur le sol métropolitain, les travailleurs coloniaux constituent tout de même un sous-prolétariat discriminé et sévèrement réprimé par l'État lorsqu'ils se mobilisent. Le racisme, dont sont victimes les colonisé·es (Nord-Africain·es et Indochinois·es), se donne à voir lors de l'Exposition coloniale de 1931. Le Parti communiste français (PCF) des années 1920 tente de les intégrer au mouvement ouvrier en dénonçant la colonisation française et en soutenant leur organisation autonome, par exemple lors de la création de l'Étoile nord-africaine en 1926. Mais les tensions sont récurrentes avec les militant·es issu·es des colonies, jusqu'à la rupture lorsque le gouvernement du Front populaire mène une politique de répression des mouvements nationalistes dans les colonies.

Si la question de l'articulation des dominations entre la classe d'un côté, le genre, la nationalité ou la race de l'autre fait, de nos jours, l'objet de controverses et polémiques, cet enjeu n'est pas nouveau. D'ailleurs, comme le rappelle Julian Mischi, le PCF est traversé, dès sa naissance dans les années 1920, par de fortes tensions sur la place accordée aux différentes fractions (les femmes, les immigré·es, les colonisé·es) des dominé·es. Selon les rapports de force internes au Parti et selon le rapport de ses dirigeant·es à l'État, leur inclusion est plus ou moins revendiquée et pratiquée.

Un âge d'or des classes ?

Le capitalisme industriel, comme organisation du monde et des rapports de domination, a pesé fortement sur le devenir des classes. Imposé précocement en Grande-Bretagne, il se développe dans les pays occidentaux au tournant du ^{xx}^e siècle. Les grandes usines et leur concentration ouvrière contribuent à homogénéiser le monde ouvrier. Aux figures de l'ouvrier-artisan et de l'ouvrier-paysan succède celle de l'ouvrier de la métallurgie. Ces transformations sont dès lors propices à l'institutionnalisation d'un mouvement ouvrier organisé et représenté par les syndicats – la Confédération générale du travail (CGT) est fondée en 1895 – et par les partis ouvriers (socialistes, communistes, etc.). Alors que l'expression « classes ouvrières » était usuelle au long du ^{xix}^e siècle, le singulier finit par s'imposer. La consolidation du mouvement ouvrier s'accompagne de la ritualisation d'un répertoire d'action autour de la grève, dont la généralisation devient un mot d'ordre mythique, et de la manifestation qui donnent à voir la classe ouvrière en chair et en actes. En miroir, le répertoire d'action patronal s'organise autour de leurs syndicats, telle que la puissante Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), de la répression des militant·es ouvrier·es et des caisses d'assurance pour se protéger des grèves.

Les confrontations sociales sont violentes et la représentation des clivages sociaux et politiques se structure autour de la lutte des classes, d'autant plus après la Révolution russe de 1917 et le spectre de la menace communiste (« péril rouge ») qui hante le monde occidental. En France, les grèves massives de mai-juin 1936, en particulier dans l'industrie métallurgique et le textile, consacrent la puissance sociale et politique du monde ouvrier organisé autour de la CGT réunifiée et du PCF, dans le cadre du Front populaire. La conquête des conventions collectives vient traduire la représentation classiste du monde du travail dans le droit. Les patrons mis sous pression renforcent leur unification dans la Confédération générale du « patronat français » (CGPF). Si la Seconde Guerre mondiale vient reléguer les conflits de classe au second plan, le

rôle et les capacités d'organisation du mouvement ouvrier, d'un côté, la déroute des classes dominantes de l'autre obligent ces dernières à bâtir un « compromis de classes » à la Libération.

Suivre la classe dans son cheminement historique permet ainsi de saisir mieux l'âge d'or des classes sociales, lorsque les références tant scientifiques que politiques et institutionnelles atteignent leur apogée. Il se situe entre 1945 et les années 1960, dans une période marquée par l'hégémonie du capitalisme industriel et caractérisée par le poids numérique des ouvrier-es d'usine. Le PCF est le premier parti de France et les grandes figures ouvrières (mineur, métallo) font l'objet d'une héroïsation. Dans cette période historique, où la décomposition de la population en classes constitue un enjeu omniprésent, ces dernières, comme l'écrit Luc Boltanski, sont à la fois « un fait sociologique », « un fait d'expérience » et un « fait d'État ».

En effet, les classes ne sont plus seulement reconnues par les États, elles y sont pleinement intégrées dans le cadre d'un État-nation productif qui encadre le capitalisme industriel. Selon cette représentation dominante, le conflit entre classes est amené à être dépassé par la marche vers la modernité et le progrès. Les politiques de croissance économique (keynésianisme) et de production de masse (fordisme) doivent rendre possible la correction des inégalités de classe par le partage des bénéfices financiers (redistribution fiscale), le plein-emploi, les hausses de salaires et les services publics. L'État administre et, ce faisant, nationalise les relations entre les classes. En France, la construction du « compromis de classes » se traduit par la planification, les institutions sociales paritaires, les conventions collectives, autant de dispositifs politico-institutionnels qui associent les syndicats ouvriers et patronaux à la conception des politiques sociales et économiques. L'État mobilise un langage officiel, les catégories socio-professionnelles (CSP) de l'Insee (1954), qui transforme le langage des classes en classements d'État. Obtenu au prix de la guerre et de grèves nombreuses et violentes (telle la grève de mineurs en 1948), ce compromis confère au mouvement ouvrier une légitimité mais aussi un rôle nouveau de garant de la bonne marche du capitalisme national. « Produire d'abord, revendiquer ensuite », proclame Maurice Thorez, secrétaire général du PCF au sortir de la guerre. On

mesure également que le langage des classes est moins défini depuis le monde des dominé-es ; il est en partie domestiqué et institutionnalisé. Cette configuration varie selon les contextes nationaux mais on en trouve des marqueurs dans tous les pays occidentaux.

Les sciences sociales se développent alors en contribuant à consolider cette représentation. Les courants marxistes s'académisent dans les universités européennes et américaines et la sociologie s'affirme en étudiant les classes sociales. Les enquêtes statistiques mobilisent des nomenclatures socioprofessionnelles, comme les CSP, pour étudier la mobilité et les inégalités entre classes sociales en matière de pratiques culturelles, de consommation, de vote et d'orientation politique, etc. Ces usages imposent une certaine vision des classes. Par exemple, la classe d'un « ménage » est définie, dans les enquêtes statistiques, en fonction de la profession de l'homme (ouvrier, cadre, chef d'entreprise, etc.) considéré comme chef de famille et pourvoyeur unique de ressources (*male breadwinner* en anglais). Les femmes sont invisibilisées et assignées à la position de leur conjoint dans cette représentation statistique des classes sociales. En France, une sociologie empirique se structure autour de la classe ouvrière en étudiant ses conditions de travail, sa conscience collective, ses organisations et ses mobilisations. Cette approche tend à faire coïncider mouvement ouvrier et classe ouvrière, cette dernière étant principalement assimilée aux ouvriers-hommes français de l'industrie, masquant en partie sa diversité et les inégalités internes qui la traversent.

Les événements de Mai-68, avec 10 millions de grévistes et la conquête de nouveaux droits sociaux, constituent le point d'orgue de cette configuration socio-historique. C'est aussi le moment d'une remise en cause de la représentation des classes telle qu'elle s'est imposée dans les décennies précédentes. Les représentants du mouvement ouvrier ne parviennent pas à contrôler la vague contestataire. Des groupes dominés des classes populaires (ouvrier-es non qualifié-es, femmes ouvrières, travailleurs immigrés) ou des groupes plus favorisés socialement (étudiant-es, enseignant-es, technicien-ne-s, artistes, etc.) remettent en cause l'hégémonie du mouvement ouvrier dans la définition et la représentation de la classe. Des organisations et des nouveaux

mouvements sociaux font émerger des questions et des représentations sociales qui viennent troubler la classe comme langage univoque de contestation de l'ordre social.

La classe défaite

La représentation classiste du monde social se défait donc à partir des années 1970. Si jusqu'au milieu du xx^e siècle la classe se définit presque exclusivement dans les rapports de production, le monde du travail perd sa centralité dans les discours politiques ou scientifiques avec les reconfigurations du capitalisme (désindustrialisation, chômage de masse, etc.). La domination capitaliste déborde l'usine et se redéploie avec l'intensification de l'appropriation des terres et des ressources naturelles, la privatisation des services publics, la spéculation immobilière ou la financiarisation. La conscience que l'expérience de la domination s'étend au-delà de l'exploitation au travail se diffuse.

Ces transformations du capitalisme recomposent le monde du travail : le poids des ouvrier·es qualifié·es de l'industrie chute ; un prolétariat féminisé se développe dans le secteur des services (vendeuses, caissières, etc.) ; un salariat intermédiaire, composé d'employé·es de bureau et de professions intermédiaires dans le privé (technicien·ne·s, commerciaux, etc.) et le public (enseignant·es, travailleurs et travailleuses sociales, etc.), s'étend et nourrit le discours sur la centralité économique et politique de la « classe moyenne ». De plus, si le salariat subalterne demeure majoritaire, encore aujourd'hui, il se fragmente avec l'éclatement des formes d'emplois (contrats précaires, sous-traitance, etc.). Cette diversité des métiers et des statuts n'est pas nouvelle mais le groupe des ouvriers de l'industrie qui s'était imposé comme *le* représentant de la classe ouvrière connaît une crise de reproduction et, avec lui, la transmission de la conscience collective et militante. Ceci se traduit par un déclin de l'action collective (syndicalisation, grèves, etc.) pour et au nom de la classe.

Ce déclin se trouve redoublé par un brouillage des frontières culturelles et symboliques entre classes. Richard Hoggart avait montré en 1957, à partir du cas anglais, que les classes populaires s'identifiaient d'autant plus à un monde commun (« nous ») qu'elles faisaient l'expérience de références culturelles propres (par exemple le rejet des valeurs inculquées par l'École) et d'un entre-soi (dans les sociabilités et les modes d'habitat),

favorisant la coupure avec le monde des bourgeois-es (« eux »). Or, en France, à partir des années 1960, l'autonomie culturelle de la classe ouvrière s'érode avec la massification scolaire, l'allongement de la scolarité ou la consommation culturelle de masse (cinéma, télévision, etc.). De même, l'accès à une diversité de biens de consommation et à la propriété du logement, avec l'élévation des niveaux de vie, tend à désingulariser ses modes de vie. Ses membres sont de plus en plus confronté-es mais aussi acculturé-es aux goûts, aux valeurs et aux idéaux des classes moyennes. Dans les enquêtes sociologiques et dans les sondages, l'identification à la classe ouvrière décline au profit de la « classe moyenne ».

De son côté, après avoir contribué à formaliser un ensemble de catégories propres à les saisir, l'État disqualifie le langage des classes dès la décennie 1970. Avec l'avènement des politiques néolibérales, l'action publique est redéfinie autour de nouveaux problèmes et de nouvelles catégories qui s'en éloignent : les « chômeurs et chômeuses », les « exclu-es », les « quartiers sensibles », les « immigré-es », « les jeunes de banlieue », etc. La mise à l'index des dit-es « assisté-es » et des « fraudeurs ou fraudeuses » aux aides sociales, opposant entre « bon-ne-s » et « mauvais-es pauvres », segmente matériellement et symboliquement les classes populaires. La promotion de la « mondialisation » et de l'« intégration européenne » contribue à la dévalorisation des ouvrier-es : ils et elles sont associé-es à des « coûts », fatalement « délocalisés », laissant place à une « économie de la connaissance » qui valorise les cadres, les « managers » ou les « classes créatives ». Le déclin de l'usage des CSP en France et parallèlement l'absence de catégories socioprofessionnelles officiellement reconnues par l'Union européenne illustrent cette marginalisation de la classe comme vision légitime des divisions du monde social. En parallèle, la bourgeoisie redéfinit sa propre représentation. Avec la concentration et l'internationalisation des grandes entreprises, la figure du capitaliste n'est plus seulement distante physiquement, elle s'échappe du cadre national dans lequel elle était fixée. Les patron-ne-s, comme classe organisée, se présentent sous la figure de l'« entrepreneur », comme principal créateur de valeurs, retournant ainsi le langage originel de la classe ouvrière, et valorisent un

nouveau langage centré sur l'« entreprise » comme représentation désidéologisée de la classe capitaliste. La figure du patron s'efface : le Conseil national du patronat français (CNPF) est ainsi rebaptisé Mouvement des entreprises de France (Medef) à la fin des années 1990.

Enfin, les organisations de gauche et du mouvement ouvrier délaissent la classe comme langage politique au profit de catégories (« pauvres », « défavorisé·es », « exclu·es », « sans ») qui définissent les dominé·es en négatif par ce qui leur manque et par les problèmes qu'ils et elles rencontrent. De ce fait, la classe ouvrière n'est plus présentée comme une « classe révolutionnaire » et un « sujet de l'émancipation ». Au contraire, la figure ouvrière est ringardisée (le « beauf ») et renvoyée à un monde révolu. L'omniprésence de la référence à « la classe moyenne » dans les discours politiques, médiatiques et universitaires (Alain Touraine et Henri Mendras par exemple) fonctionne comme un aspirateur symbolique et politique de différentes « couches » du salariat, à l'exception des « pauvres » et des « riches », et alimente la thèse d'un éclatement de la classe ouvrière entre une grande classe moyenne et les « exclu·es ». Ce faisant, ce nouveau langage scientifique et politique dé-conflictualise les visions du monde social. La représentation des dominé·es dans l'espace public oscille entre misérabilisme et invisibilisation. Elle va de pair avec leur exclusion des positions de porte-parole et d'élus·es dans le champ politique.

Les transformations du capitalisme et les stratégies d'action de la bourgeoisie dans les années 1970 ont ébranlé les bases économiques, sociales et institutionnelles qui avaient favorisé la formation d'une classe laborieuse mobilisée. Mais, l'effacement du langage des classes obéit également à des choix et des stratégies politiques, y compris de mouvements et d'organisations qui l'avaient porté et défendu.

La classe des sciences sociales, entre éclipse et redéfinitions

Les sciences sociales ne sont pas étrangères à ce mouvement. Elles constituent, elles aussi, un champ de bataille pour le langage des classes. Les usages du concept sont en jeu mais aussi le rôle des sciences sociales comme lieu de production de la critique (ou non) de l'ordre social. Or, la période qui s'ouvre au début des années 1980 jusqu'aux années 1990 se caractérise par la disqualification des théories marxistes et le déclin des références à la classe dans les publications. Des sociologues cherchent à mettre en lumière des processus sociaux qui invalident la représentation classiste du monde social comme celle de la « moyennisation », qui défend la thèse du nivellement des inégalités sociales, ou de l'« individualisation » des sociétés postindustrielles, qui promeut l'idée d'une plus grande fluidité sociale et d'un relâchement des contraintes professionnelles, familiales et communautaires qui pèseraient sur les individus. De nouvelles divisions sociales (« exclu-es » / « inclus-es ») sont mises en avant, délaissant la question de l'exploitation et/ou de la domination. La classe comme grille de lecture des phénomènes sociaux et comme représentation agonistique du monde social est dès lors considérée par une partie des sciences sociales comme caduque.

Toutefois, d'autres autrices et auteurs contribuent à une réactualisation du concept contre son effacement mais aussi contre le réductionnisme dont il a fait l'objet pendant l'« âge d'or ». Ce mouvement a pris différents chemins : « l'histoire par en bas » qui, dans le sillage de Thompson, a mis l'accent sur la dimension culturelle de formation des classes ; les *subaltern studies* qui, à partir du cas indien et en s'appuyant sur Gramsci, ont élargi la focale de la condition ouvrière à celle des groupes dominés (« subalternes ») ou encore le marxisme sociologique d'Eric Orlin Wright et de Michael Burawoy aux États-Unis.

En France, Pierre Bourdieu suggère plusieurs déplacements conceptuels, dès les années 1970. Le premier consiste à ne pas réduire la classe à la position dans les rapports de production. Les classes se structurent dans

des relations de domination qui se fondent dans des rapports de force économiques mais aussi culturels. Les classes sont objectivées par l'inégale distribution du capital économique (revenus, patrimoines, etc.) et du capital culturel (diplômes, biens culturels possédés, pratiques et goûts) dans ce qu'il appelle un *espace social*. Dans le sillage de Max Weber, il attache une grande importance aux phénomènes symboliques dans la production et la reproduction des inégalités de classe, ce qui lui permet de souligner le rôle de l'État, et en particulier de l'École, dans la légitimation de l'ordre social. Les rapports de domination sont d'autant plus structurants qu'ils sont produits et reproduits par l'action de l'État, même lorsque ce dernier revendique de lutter contre les inégalités, et dissimulés par la méconnaissance de l'arbitraire symbolique qui les fonde. Contre l'idéologie méritocratique, cette approche permet de montrer que la « démocratisation scolaire » et la « culture de masse » n'empêchent pas, bien au contraire, la reproduction des structures inégalitaires entre classes. Dans ce cadre, la classe est mobilisée comme une arme de dévoilement et de critique de l'ordre social dominant.

En second lieu, Bourdieu utilise le concept d'*habitus* pour rendre compte de l'articulation entre les divisions objectives de l'espace social (en fonction des capitaux) et les dispositions des individus. Dans cette perspective, la cohérence de la classe est d'abord celle des conditions d'existence et des *habitus* mais n'implique pas nécessairement une conscience de classe. Il distingue d'ailleurs la « classe probable » ou « objective », dont les membres partagent des conditions d'existence similaires, et la « classe mobilisée », qui ne peut être que le fruit d'un travail collectif de construction politique. Cette redéfinition du concept se traduit chez les sociologues qui s'en inspirent par le remplacement de l'expression « classe ouvrière » par celle de « classes populaires ». Les classes populaires ne sont pas centralement caractérisées par leur condition d'exploitées mais par leur subordination économique et leur dépossession culturelle (à distance de la culture dominante). Cette définition met l'accent sur la diversité du salariat subalterne, au-delà du monde ouvrier – justifiant l'usage du pluriel –, et sur les hiérarchies internes qui se forment au travail et dans les modes de vie. L'usage de cette expression signale également que la définition sociologique ne

recouvre pas la représentation politique revendiquée de la classe comme durant la période de l'« âge d'or », où le mouvement ouvrier pouvait être identifié à la classe ouvrière. En revanche, ce déplacement met en lumière des fractions de classes populaires (femmes, immigré·es, peu qualifié·es, ouvrier·es ruraux·ales, etc.) qui avaient souvent été marginalisées par le mouvement ouvrier et par les sciences sociales.

Enfin, cette sociologie rend visible les habits neufs de la bourgeoisie. Cette dernière ne se résume plus à celles et ceux qui détiennent des moyens de production mais inclut ceux et celles qui exercent le pouvoir économique (PDG et cadres supérieur·es salarié·es) ou le pouvoir médiatique, politique et administratif (hauts fonctionnaires par exemple). Bien que traversée elle aussi par des clivages (héritier·es/nouveaux riches, bourgeoisie internationalisée/locale), des travaux, comme ceux de Monique et Michel Pinçon-Charlot, rendent compte des logiques d'accumulation de capitaux multiformes (actifs financiers, patrimoine immobilier, biens culturels, super-salaires, etc.) qui la caractérisent depuis les années 1980. En effet, la bourgeoisie entretient ses frontières vis-à-vis des autres classes, par des stratégies résidentielles, la valorisation de l'entre-soi et des sociabilités (cercles mondains, conseils d'administration, etc.), et la mobilisation collective pour défendre ses intérêts (via les lobbys, les cabinets d'avocat·es, les financements de campagnes électorales, etc.). Cette domination, exercée à l'abri des regards, se réalise avec d'autant plus d'efficacité qu'elle est occultée par l'idéologie méritocratique et libérale. Si les membres de la classe dominante avaient pour coutume de se définir par leur appartenance familiale, leur insertion dans des institutions nobles ou par des goûts distinctifs (opéra, littérature classique, etc.), ils et elles mobilisent désormais une rhétorique individualiste qui associe étroitement leur position à leurs « talents », leurs « compétences », leur travail et leur « mérite » et, ce faisant, reportent les causes des inégalités sur la responsabilité de ceux et celles qui ont échoué dans des sociétés présentées comme concurrentielles et démocratiques. Contre l'idéologie néolibérale qui renvoie les individus à leur responsabilité dans des expériences variées (échec scolaire, difficultés

à obtenir un emploi, souffrances psychologiques au travail, etc.), les sciences sociales critiques démontrent que les inégalités sont le produit de causes collectives et de rapports de force sociaux.

On comprend dès lors que les sciences sociales qui ont continué de défendre une grille de lecture classiste se retrouvent au cœur des affrontements politiques. Les grèves de 1995 contre la réforme des retraites et de la Sécurité sociale ont ainsi cristallisé ces luttes entre ceux et celles qui prenaient la défense du mouvement social (comme Pierre Bourdieu) et ceux et celles attaché·es à promouvoir la réforme néolibérale d'un gouvernement de droite (tels François Furet, Pierre Rosanvallon ou Alain Touraine).

Classes sociales et classes de sexe

Affaibli par le déclin du mouvement ouvrier, le langage des classes est paradoxalement retravaillé par les luttes des années 1970 et excède les classes sociales. Dans une société française où les femmes sont assignées au foyer, le mouvement féministe fonde la remise en cause de la domination masculine, en partie, sur le concept de classe.

Ces mouvements s'appuient sur des militantes et intellectuelles qui élaborent des théories critiquant le marxisme, tout en raisonnant par analogie avec la théorie des classes sociales. Sur le modèle de l'antagonisme capital-travail, elles pensent l'oppression des femmes au prisme de la lutte des « classes de sexe » (*sex class*) où s'opposent la « classe des femmes » et la « classe des hommes ». Cet usage du langage des classes sert à nommer le système d'oppression spécifique des femmes que Christine Delphy, pionnière du « féminisme matérialiste » en France, appelle le patriarcat. Il se fonde sur l'exploitation du travail domestique des femmes par les hommes sans contrepartie de rémunération, à l'image du slogan « Prolétaires de tous les pays, qui lavent vos chaussettes ? ». Ce coup de force intellectuel met en lumière ce travail vital, bien qu'invisible et gratuit, et constitue les femmes en une classe utile et productive. Le « mode de production domestique » exploite le travail des femmes comme le « mode de production capitaliste » celui des ouvrier-es. Colette Guillaumin élargit cette conception des classes de sexe en considérant que c'est le corps des femmes, source de leur force de travail, qui fait l'objet d'une appropriation. Ainsi, ce ne sont plus les caractéristiques biologiques et anatomiques des femmes qui expliquent leur subordination mais l'accaparement, souvent violent, de leur travail et de leur corps. Ce que l'on considère comme l'« aptitude » des femmes aux tâches domestiques, au soin et à la reproduction familiale n'est pas naturelle mais le produit d'une assignation à une place et à un rôle dans une configuration socio-historique particulière.

L'identification d'un système de domination spécifique implique la reconnaissance d'un sujet politique autonome (« nous, les femmes »), une solidarité (sororité) et une action collective spécifiques. Mais les

féministes invitent également à penser l'articulation avec la classe sociale. Si l'oppression des femmes est liée à la relation conjugale et familiale, elle n'est donc pas réductible à l'exploitation capitaliste comme le prétendent les porte-parole du mouvement ouvrier. L'exploitation des femmes traverse dès lors les classes sociales.

Cette analogie entre mouvement des femmes et mouvement ouvrier se prolonge par la réappropriation de son répertoire d'action. En 1970, une grève de femmes porte la revendication de l'égalité entre les sexes à New York. En 1974, le Mouvement de libération des femmes (MLF) appelle les femmes françaises à cesser le travail salarié mais aussi le travail domestique et la procréation (« grève des ventres ») pour démontrer que la société ne fonctionne pas sans elles. La « grève féministe » donne une visibilité aux revendications d'égalité salariale, de partage du travail domestique, d'accès à la contraception et de droit à l'avortement. Elle politise et conteste la séparation entre sphère privée et publique, travail productif et reproductif, travail salarié et gratuit.

Centré sur l'exploitation du travail des femmes dans le cadre familial, le concept de classes de sexe a, dans les années 1980, été éclipsé par d'autres concepts englobant l'ensemble des sphères de la vie sociale (« rapports sociaux de sexe », « domination masculine », « genre »), incluant d'autres dimensions (économiques et symboliques) pour penser la spécificité de cette forme de domination. Le « genre » désigne ainsi la construction et les rapports sociaux qui divisent et hiérarchisent les sociétés humaines en différentes catégories de sexe (homme/femme, mâle/femelle), de genre (féminin/masculin, cisgenre/transgenre) et de sexualité (notamment hétéro/homo).

La prise en compte de ces rapports de domination sexuée vient ainsi enrichir la notion de classe sociale plutôt que l'affaiblir. Les travaux croisant rapports sociaux de classe et de sexe mettent tout d'abord en lumière les fractions féminisées des classes invisibilisées par un point de vue androcentrique. C'est particulièrement le cas des classes populaires féminines (ouvrières, aides ménagères et employées à domicile, aides-soignantes, etc.) longtemps restées marginalisées en sociologie et en histoire, bien que numériquement importantes. Ce faisant, ces travaux documentent aussi ce que le genre fait à la classe. Enquêtant dans les

années 1970 sur des ouvrières de l'industrie électronique et de la construction de camions, Danièle Kergoat le résume ainsi : « ouvrière n'est pas le féminin d'ouvrier ». Si les ouvriers et les ouvrières qu'elle étudie sont soumis-es à un encadrement disciplinaire pour maximiser leur productivité, les ouvrières subissent des brimades singulières sur leur personne et leurs corps (moqueries sur le physique, humiliations sexistes et sexuelles) ; de même si certaines qualités « masculines » font l'objet d'une qualification et d'une rémunération (par exemple la force physique), à l'inverse certaines compétences (dextérité manuelle, minutie) sont dévaluées car considérées comme intrinsèquement « féminines ».

Vingt-cinq ans plus tard, Christelle Avril montre comment le métier d'aide à domicile, l'un des principaux pourvoyeurs d'emplois des classes populaires contemporaines, se construit sur des différenciations genrées de reconnaissance des qualifications (le soin et le nettoyage sont considérés comme un prolongement du travail domestique des femmes) et des pénibilités au travail (on considérera plus facilement qu'un ouvrier dans l'industrie porte des « charges lourdes » qu'une aide à domicile alors que cette dernière soulève des corps de vieillards). Cet « autre monde populaire » transforme la morphologie et les représentations associées à la classe ouvrière, puisqu'il se forme comme une « figure repoussoir » du travail ouvrier (faiblesse des collectifs de travail et des savoir-faire reconnus, absence de hiérarchie patronale identifiée). Or, les syndicats et partis de gauche, soit parce qu'ils se sont détournés de la représentation des classes populaires, soit parce qu'ils continuent de réduire *la* « classe » aux figures traditionnelles du monde ouvrier, sont en difficulté pour mobiliser ces fractions des classes populaires. Ils peinent à prendre en compte les nouvelles configurations de rapports de classe que produisent les transformations des normes de genre.

En effet, la domination de genre n'affecte pas les hommes et les femmes de la même façon selon leur classe. Par exemple, comme le montre Haude Rivoal, la valorisation d'une masculinité moderne (libéralisme moral, défense de l'égalité hommes-femmes) par les cadres (hommes) d'une grande entreprise de la distribution de produits alimentaires n'empêche pas le maintien de pratiques de harcèlement et de violences vis-à-vis de leurs homologues femmes ; elle peut en revanche

servir à discréditer des comportements sexistes ou homophobes au travail des ouvriers et ainsi affirmer la domination de classe via les normes de genre. Autre exemple : l'accès des femmes de classes moyennes et supérieures aux emplois qualifiés dans les pays des Nords est en partie permis par le développement des métiers d'assistantes maternelles et de femmes de ménage, prenant en charge les tâches domestiques que leurs conjoints n'assument toujours pas. Ce prolétariat est en partie constitué de migrantes ou de femmes issues des migrations, venant des pays des Suds ou de l'est de l'Europe, pour subvenir aux besoins de leurs familles. Leur domination se forme dans l'imbrication des rapports sociaux de sexe et de classe (familles bourgeoises/femmes prolétaires) mais aussi dans des rapports de domination entre pays riches et pauvres, entre nationaux et migrant-es, entre blanc-he-s et non-blanc-he-s. Toutefois, comme le montre Christelle Avril, le partage d'une condition commune ne suffit pas toujours à unifier ces femmes des classes populaires dans leur rapport à la féminité, au travail et *in fine* à la classe. Dans un contexte où elles ne bénéficient pas de reconnaissance matérielle et symbolique, les différences de trajectoires sociales et migratoires peuvent susciter des tensions entre elles, sous la forme du racisme.

Enfin, les travaux croisant les rapports sociaux de sexe et de classe ont donné une visibilité à l'histoire des luttes sociales menées par des groupes féminisés. Ils montrent notamment que les femmes et les individus subissant des dominations de genre adoptent des revendications de classe (salaires, conditions de travail, dignité) et de genre (« travail égal, salaire égal », contre le harcèlement sexuel, etc.), sans d'ailleurs toujours se revendiquer du féminisme. Les solidarités de genre dans la classe, à l'image des grèves d'ouvrières, constituent un terreau pour résister collectivement à la domination capitaliste autant qu'aux logiques de domination masculine dans le travail, dans le syndicat et hors du travail, comme ont pu le montrer Fanny Gallot ou Ève Meuret-Campfort. La prise en compte du genre réinscrit ces expériences dans une histoire des luttes sociales et oblige à penser, pour pouvoir les déjouer, les manières dont les normes de genre participent de la domination de classe.

Classe, immigration et race

Questionné par le genre, le langage des classes l'est également par les dominations coloniales, nationales et/ou raciales. L'après-Seconde Guerre mondiale est marquée par les luttes de décolonisation et l'émergence des nations du Tiers-Monde. Les luttes des Afro-Américain·es aux États-Unis débouchent également sur des débats concernant les relations entre la « question noire » et le mouvement ouvrier. Ces luttes mobilisent différents langages allant de celui l'égalité des droits civils et politiques à celui du « nationalisme noir » sur le modèle des luttes nationales et anticoloniales. Certains mouvements, tels que le Black Panther Party ou les syndicats de travailleurs et travailleuses noir·es dans de grandes villes industrielles comme Detroit, cherchent quant à eux à articuler luttes contre le racisme et contre le capitalisme.

En France, la « question raciale » ne pose pas dans la même configuration. Elle est restée longtemps confinée aux marges de la métropole, dans les outremer, du fait du legs esclavagiste, et dans les colonies. De plus, la Seconde Guerre mondiale a disqualifié la race comme catégorie descriptive et comme notion utilisable par les sciences sociales (contrairement aux États-Unis et au Royaume-Uni). Pour autant, les luttes d'indépendances nationales, tout particulièrement la guerre d'Algérie, posent la question de l'articulation entre colonialisme et classes sociales. Frantz Fanon, psychiatre né en Martinique et figure intellectuelle de l'anticolonialisme, réfute la subordination des rapports coloniaux aux rapports de classe : « aux colonies, l'infrastructure économique est également une superstructure. La cause est conséquence. On est riche parce qu'on est blanc, on est blanc parce qu'on est riche ». Toutefois, Fanon n'assimile pas les descendant·es d'esclaves aux Antilles ou les colonisé·es en Algérie à une classe. Il analyse plutôt la manière dont le système colonial transforme la structure de classes dans les pays colonisés et cherche à identifier une classe révolutionnaire contre la puissance coloniale blanche et bourgeoise. Ses théories n'ont eu que peu d'audience en métropole.

L'articulation entre la question de classe et la question coloniale est cependant bien présente en métropole dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. La reconstruction du pays mobilise une immigration européenne (italienne, espagnole, et plus tard portugaise) mais aussi venue des colonies, en particulier de l'Algérie. Ces « Français musulmans originaires d'Algérie travaillant et résidant en métropole », dont les droits sociaux sont inférieurs aux Français-es de métropole, occupent les postes les plus durs et les moins payés. L'indépendance de l'Algérie (1962) modifie leur statut : désormais, ces ouvrier-es émigré-es sont soit des étranger-es (de nationalité algérienne), soit des Français-es de plein droit (lorsqu'ils/elles ont acquis la nationalité). La question de la nationalité et de l'immigration remplace alors la question coloniale. Toutefois, comme l'a montré Abdelmalek Sayad, l'immigration ne constitue pas seulement une distinction juridique (national/étranger) et politique (citoyenneté), mais un rapport de domination entre pays riches et pauvres qui se répercute sur les émigré-es en leur imposant des assignations patriotiques et politiques (droit de vote par exemple) mais aussi sociales, culturelles, religieuses, linguistiques, ethniques et raciales. Filant l'analogie (et non la continuité) avec la situation coloniale, Sayad compare l'immigré-e à « un colonisé nouvelle manière ». Ainsi, on peut dire que l'immigré-e, parce qu'il/elle subit une hiérarchisation sociale et raciale, se trouve dans « une position de dominés parmi les dominés ». Dans un contexte où le nombre de travailleurs et travailleuses issu-es des anciennes colonies du Maghreb puis d'Afrique subsaharienne augmente et où les logiques d'émigration auparavant provisoires deviennent durables (installation des immigré-es et de leur famille en France), les dominations de classe et postcoloniales demeurent imbriquées mais acquièrent un nouveau sens et une nouvelle acuité politique. Les immigrés occupent les emplois d'ouvriers spécialisés (OS), les moins qualifiés, les moins payés et les plus exploités, et les Français les emplois d'ouvriers qualifiés (OQ). Pour les immigrés, le statut d'OS n'est pas simplement fondé sur la qualification ou les compétences mais constitue leur « définition sociale » puisqu'ils sont enfermés dans cette condition (absence de promotion même quand ils réalisent des tâches d'OQ) comme le montre Sayad. L'ouvrier immigré est un ouvrier comme les autres mais aussi différent.

Laure Pitti associe quant à elle le capitalisme industriel d'État des Trente Glorieuses à un « capitalisme racial ». Dans une enquête sur Renault (années 1950-1970), elle montre que cette grande entreprise automobile emploie massivement des travailleurs immigrés, en particulier ceux issus des colonies, qui sont soumis à des cadences infernales. Ils coûtent en effet moins cher que l'automatisation de la production. La main-d'œuvre est hiérarchisée selon les appartenances nationales et raciales et la direction recourt à des statistiques ethniques. Des ouvriers algériens de Renault s'organisent dans les syndicats pour dénoncer le système colonial en Algérie mais aussi la reproduction de la domination coloniale dans l'usine en métropole. Ils se mobilisent au nom de « la classe ouvrière de France », préférant ce signifiant ouvert aux non-citoyen·nes français·es de métropole, à celui de « classe ouvrière française ». Soutenus au début des années 1950 par la CGT qui dénonce fermement le système colonial, ils sont marginalisés lorsque la guerre d'Algérie s'intensifie en 1956 et que les députés communistes votent les « pouvoirs spéciaux » au gouvernement du socialiste Guy Mollet. En 1968, les travailleurs immigrés de l'usine Renault-Billancourt, la « forteresse ouvrière », participent aux grèves avec les mots d'ordre du mouvement ouvrier, mais également avec leurs propres revendications, exigeant la fin du « cantonnement des ouvriers immigrés aux emplois d'OS ». Leurs doléances sont minorées et leurs porte-parole invisibilisés. Dans les années 1970, l'insubordination des ouvriers immigrés se poursuit par des grèves combinant critique virulente des conditions de travail dans l'usine et combat contre les « discriminations raciales ». Mais faute d'un soutien appuyé des syndicats, en particulier de la CGT qui concentre son intervention sur les ouvriers qualifiés français, ils sont contraints de s'organiser de façon relativement autonome, ce qui n'empêche pas plusieurs victoires face à la direction de Renault-Billancourt.

En 1984, lors des grandes grèves dans l'industrie automobile, les revendications des ouvriers immigrés et plus largement leur inclusion dans « la classe ouvrière » achoppent face au gouvernement de gauche qui tourne le dos à une politique socialiste pour s'engager dans la rigueur et le néolibéralisme, tout en stigmatisant ces mobilisations comme des

« grèves saintes » manipulées par des groupes musulmans extérieurs à la France. Cet épisode charnière conduit d'une certaine manière à l'enfermement de la référence à la classe ouvrière dans une identité nationale et blanche, sillon que le Front national (FN), qui connaît alors ses premiers succès, ne manquera pas de creuser par la suite.

La question de l'imbrication des rapports de classe et de race n'est donc pas nouvelle non plus. Elle constitue un enjeu durant la période coloniale, puis au travers des mouvements sociaux portés par des immigré-es et des ouvrier-es bien avant que les « discriminations raciales » ne s'imposent comme une catégorie juridique et d'action publique dans les années 2000. Cette imbrication prend une nouvelle importance à partir des années 1970. D'abord, à cause de l'intensification de la racialisation des discours et des politiques d'État, en particulier la production de discriminations dans des domaines aussi divers que l'accès au logement social ou la santé, les conditions de scolarité (interdiction du voile à l'école), l'encadrement du culte religieux (islamophobie) ou le maintien de l'ordre (violences policières et contrôles au faciès). Ensuite, du fait des politiques d'ethnisation de la main-d'œuvre dans plusieurs secteurs (BTP, restauration et hôtellerie, nettoyage, etc.). Les grèves de sans-papiers en 2010 dans ces secteurs sont d'ailleurs venues rappeler l'importance de ces fractions racisées des classes populaires comme petites mains du capitalisme français. Ces assignations raciales fabriquent des différenciations matérielles (bas salaires, conditions de travail dégradées, mal-logement, ségrégation résidentielle, etc.) et symboliques (invisibilisation, déni de reconnaissance, stigmatisation, etc.) qui traversent les classes, en premier lieu les classes populaires.

Adopter et déployer cette grille de lecture ne signifie ni la marginalisation de l'étude des classes sociales, ni l'enfermement des classes populaires immigrées et racisées à une identité raciale. Elle consiste en revanche à envisager la pluralité des formes de domination qui forment l'expérience à travers laquelle la classe est vécue par les individus concernés.

Repolitiser le langage des classes

Il est trop commode, pourtant, de conclure à un irrémédiable effacement des classes. Depuis le tournant du ^{xxi}^e siècle, c'est l'inverse qui a lieu. Le capitalisme est de nouveau ciblé, pour ses violences sociales et écologiques, et désigné, par ses formes et ses visages. De ce fait, les références à la classe ont repris une certaine vigueur, aussi bien dans les sciences sociales que dans l'espace public. Cette configuration ouvre un espace des possibles pour les projets d'émancipation au sein desquels le langage des classes peut constituer un levier.

Ce « retour » de la classe se manifeste par la mise en lumière des « inégalités sociales » qui concernent l'ensemble des dimensions de la vie (santé, logement, scolarité, loisirs, etc.). Prenant le contrepied des thèses sur la « moyennisation » des sociétés postindustrielles des années 1980-1990, des chercheurs et chercheuses ont documenté la reproduction et, dans certains cas le creusement, des inégalités entre classes mais aussi selon le genre, la nation et la race, comme produit des formes nouvelles prises par le capitalisme (dérégulation des marchés, financiarisation, flexibilisation du travail, marchandisation des ressources écologiques, etc.). Or, elles ne frappent pas tous les individus avec les mêmes probabilités, elles font système entre les classes populaires et les classes dominantes. Les États, loin d'être neutres ou de travailler à un « compromis de classes », contribuent à leur production et reproduction : d'un côté en fragilisant les conquies sociaux des classes populaires (démantèlement des services publics et des protections sociales, affaiblissement des syndicats), de l'autre, en contribuant à l'enrichissement de la classe dominante (baisse des taxes et des impôts des plus fortuné-es et des grandes firmes, évasion fiscale tolérée, etc.). Des travaux comme ceux de Sibylle Gollac et Céline Bessière démontrent comment les institutions étatiques et les agents qui leur sont liés (notaires, magistrat-es, etc.) déforment dans un sens inégalitaire, par des mécanismes sophistiqués, l'allocation du capital économique en fonction des rapports de classe, de genre et de race. De ce point de vue, les crises financières des années 2000 ont tourné le télescope scientifique et

médiatique en direction des « super-riches » et des patrons des grandes firmes multinationales. Ils et elles redeviennent un « problème » et une cause des déséquilibres sociaux et écologiques. Les travaux de Thomas Piketty ont ainsi rendu visible la concentration des richesses dans les mains d'une bourgeoisie internationalisée, les fameux « 1 % » dénoncés par le mouvement Occupy Wall Street. Toutefois, la mise en évidence des inégalités économiques ne consiste pas toujours à refaire de la classe un langage puissant. En effet, définir les classes par des seuils de revenus (1 % les plus riches, 40 % les plus pauvres) revient à les désincarner et à évacuer les dimensions culturelles, politiques, conflictuelles des expériences qui forment les classes.

Cette nouvelle configuration, qui émerge depuis la fin des années 2000, ne semble pas donner lieu à la formation d'une classe laborieuse « mobilisée ». Elle suscite une séquence de luttes sociales, comme l'illustre la révolte des Gilets jaunes, les grandes manifestations contre les réformes des retraites en France ou les vagues de grèves en Europe et aux États-Unis pour la reconquête de droits associés au travail ou des augmentations de salaires. La question écologique et celle des injustices environnementales (populations des pays des Suds privées d'accès à des ressources vitales comme l'eau ou les forêts, exposition des populations vulnérables à des conditions climatiques ou sanitaires intenable, privatisation et expropriations des terres et des espaces naturels, etc.) se politisent en lien avec les rapports de classe, comme le résume le slogan « fin du monde, fin du mois, même combat », mais aussi de genre, de nation et de race.

Ces différentes luttes demeurent cependant relativement défensives et peu articulées politiquement. Elles mobilisent le langage des classes lorsqu'elles sont portées par le mouvement syndical, mais elles peuvent prendre d'autres opérateurs symboliques (gilets jaunes), critiques (dénonciation des élites politiques mais pas des patron·ne·s) et pratiques (blocage des ronds-points) lorsqu'elles concernent des fractions des classes populaires (employées des services, ouvrier·es de l'artisanat et des PME, etc.) plus distantes du mouvement ouvrier. De plus, le déséquilibre du rapport de force entre les classes qui caractérise la période contemporaine fragilise les conditions de possibilité des mobilisations

collectives et fabrique de la résignation individuelle. Les différenciations internes aux classes populaires en fonction des statuts (stables/précaires), des secteurs (prolétariat industriel/prolétariat des services ; privé/public) mais aussi en fonction du genre, de la nationalité et de la race rendent complexes les solidarités et l'action collective de classe. Les combats successifs contre la réforme des retraites en France (2019 puis 2023) ont montré tout à la fois la force de l'opposition à la destruction des « conquies sociaux » et la faiblesse de l'ancrage syndical, en dehors des vieux « bastions » de la classe ouvrière, et de ce fait, la difficulté à conduire des conflits de haute intensité par la grève. Ainsi, les classes populaires sont largement marquées par des formes de démobilisation, ce qu'illustre leur abstention massive partout dans le monde occidental, et de fragmentation politique d'autant plus importantes qu'elles sont maintenues à distance des organisations politiques. Leur quasi-absence du Parlement mais aussi des institutions locales en est une manifestation.

Entre les luttes et la démobilisation politique, les sciences sociales ont contribué à mettre sur le devant de la scène les vécus individuels et familiaux des classes populaires et les tensions que les recompositions sociales et symboliques suscitent en leur sein. Si la perception d'un « eux » et d'un « nous » ne débouche le plus souvent pas sur la politisation (à gauche) du « nous », une partie des classes populaires s'engage dans des cadres formels (associations, syndicats) et informels (voisinages, groupes affinitaires et familiaux) pour « faire valoir leurs droits », desserrer les contraintes de la domination institutionnelle ou économique, et conquérir « dignité » et « respectabilité », comme le montre notamment Yasmine Siblot. Le langage des classes demeure un registre mobilisable à l'échelle privée et infrapolitique.

Le « retour » du langage des classes ne consiste donc vraisemblablement pas à un retour à l'« âge d'or ». On mesure ici les ambivalences des organisations de gauche qui ont longtemps revendiqué la politisation du clivage de classe. Une partie l'a abandonné, que l'on songe à l'absence de toute référence au monde ouvrier dans la campagne électorale de Lionel Jospin en 2002, quand elle n'a tout simplement pas rallié un discours et des politiques « pro-business » et « pro-chef d'entreprises », à l'image de François Hollande (2012-2017) mais aussi de Bill Clinton, Tony Blair et

Gerhard Schroeder avant lui. Une autre partie ne parvient pas à se saisir des recompositions contemporaines des classes sociales et tend à reprendre à son compte le langage diffusé par l'État et la bourgeoisie. Il en va ainsi des représentations des divisions sociales subsumées sous le langage de la nation : « France du travail » *vs* « France des allocs », « France périphérique » *vs* « France des métropoles », « France rurale » *vs* « France des banlieues ». Or, ce langage, qui sans le dire toujours explicitement construit des oppositions sur des bases raciales (famille arabe qui touche des allocs *vs* famille blanche qui paie trop d'impôts ; jeune racisé délinquant de banlieue *vs* ouvrier français de la campagne), contribue à enfermer les classes populaires dans des oppositions identitaires. Il conduit des intellectuel·le·s et responsables politiques de gauche à délaisser la politisation du clivage de classe pour mettre en avant celui entre « le peuple » et les élites, parfois en réduisant cet antagonisme à la dénonciation d'un ou de quelques figures politiques et médiatiques au risque de dépolitiser la critique contre le système de domination économique, sociale et symbolique.

Or, ce clivage charrie souvent une identité nationale : le « peuple français » contre des « élites internationalisées » ou « européanisées », qui le trahissent. Si l'usage de ce langage vise à unifier les différents groupes de dominé·es sous une bannière, il constitue néanmoins une impasse. D'abord, il invisibilise les rapports de domination qui traversent le peuple, à commencer entre les classes supérieures (cadres, intellectuel·le·s, etc.) et les classes populaires, mais aussi les inégalités de classe qui traversent les nations. Les appartenances nationales structurent des rapports inégalitaires : un·e ouvrier·e polonais·e ou grec·que possède des ressources économiques bien moindres qu'un·e ouvrier·e français·e, ce qui explique d'ailleurs leur mise en concurrence. Toutefois, les inégalités nationales et les positions de classe ne se recouvrent pas. À bien des égards, les classes populaires européennes partagent des conditions communes, par exemple en matière de souffrances et de pénibilités au travail ou d'accès aux loisirs, et les inégalités sont flagrantes avec les classes dominantes européennes.

Ensuite, ce langage assigne une partie des classes populaires à une identité nationale et raciale, excluant les groupes infériorisés en fonction de leur origine nationale ou de la racialisation dont ils sont l'objet, voire selon le genre lorsque le peuple est associé à un imaginaire masculin comme le formule l'extrême droite en France et ailleurs. De ce fait, les formes et les dispositifs d'assemblage symbolique et de coalitions politiques entre les fractions des classes populaires sont peu pensés et mis en œuvre. L'expérience de la crise sanitaire liée au Covid-19 a pourtant ravivé des questions transversales pour les lier (accès à des services publics de qualité, reconnaissance salariale des qualifications, des savoir-faire et des conditions de travail, etc.) et a démontré que les classes populaires, « travailleurs et travailleuses essentiel·le·s », constituent encore aujourd'hui « la classe la plus utile » pour le capitalisme et pour la société. Cette configuration ouvre un horizon de re-politisation du conflit de classes.

Luttes de classes intersectionnelles

L'intersectionnalité, comme grille de lecture qui considère la co-construction des différents rapports de domination, trouve ici tout son intérêt. Loin de nier l'importance des enjeux et des luttes de classe, elle invite à prendre en compte leur imbrication fine avec les catégories de genre, de nationalité, de race. Elle ouvre ainsi une perspective intellectuelle et politique alternative à l'enfermement des classes populaires dans la représentation nationaliste, raciste et masculiniste que diffuse l'extrême droite en France mais aussi en Europe et dans les Amériques. Et inversement, elle admet que les dominations de genre, de nationalité ou de race ne fonctionnent pas indépendamment des rapports de classe ce qui redonne vigueur à un projet émancipateur commun autour de la justice sociale. Si le concept d'intersectionnalité fait l'objet de nombreuses polémiques et controverses, y compris au sein des organisations et mouvements de gauche, il nous semble que loin de désarmer la classe, elle lui redonne une visibilité et une vitalité.

D'abord, cette perspective focalise l'attention sur la dialectique des antagonismes : qui exploite et domine et par quels moyens ? Elle invite ainsi à identifier les ressources, les pratiques, les discours et les stratégies multiples mobilisés par les dominant·es contre les dominé·es pour mieux s'y opposer. Des luttes telles que les grèves des femmes de chambres racisées des grands hôtels parisiens ou le mouvement *#MeToo* ont politisé des dominations et des violences exercées par des groupes dominants du point de vue du genre et de la classe dans le monde du travail. Ce langage rend d'ailleurs visible la monopolisation des ressources dans les mains d'une fraction de classe relativement homogène du point de vue du genre, de la nationalité et de la race.

L'approche intersectionnelle met aussi en lumière les fractions des classes populaires les plus invisibilisées, souvent des femmes racisées et/ou migrantes, alors qu'elles constituent une part de plus en plus importante du prolétariat. Loin de n'informer que sur le cumul de handicaps dans le monde du travail, les travaux à ce sujet ont documenté l'histoire, souvent oubliée, des luttes de ces groupes de dominées. C'est

le cas des mobilisations des « bonnes et blanchisseuses » réunionnaises (1945-1960) étudiées par Myriam Paris. Surexploitées sur la base de stéréotypes racistes par les grandes familles de planteurs à La Réunion et infériorisées par l'État français qui leur appliquaient un droit du travail différent des autres travailleurs de l'île et des droits sociaux (allocations familiales) inférieures aux Françaises de la métropole, ces femmes racisées de classes populaires sont parvenues à obtenir des victoires en se dotant d'un syndicat et en se mobilisant aux côtés de l'Union des femmes de la Réunion et du mouvement anticolonial. Plus récemment, ce sont les grèves des femmes de ménage migrantes ou filles d'immigré·es d'Afrique du Nord et subsaharienne des grandes chaînes d'hôtels, à l'image de celle longue et victorieuse des femmes de l'hôtel Ibis Batignolles (Paris, 2021) et dont l'une des leaders, Rachel Kéké, est devenue députée.

Ces exemples démontrent le rôle des outils du mouvement ouvrier, tels que les syndicats, comme arme de lutte contre l'exploitation au travail mais aussi les dominations raciales et de genre. En retour, ils indiquent comment les cadres de mobilisation spécifiques à ces groupes dominés, que ce soit les commissions non mixtes ou les ressources des communautés d'origine, favorisent le combat pour la justice sociale. De plus, les luttes contre des dominations raciales ou de genre comportent des problématiques qui concernent l'ensemble des classes populaires. Ainsi, les violences policières qui frappent depuis les années 1970 les jeunes racisés d'origine populaire se déploient désormais contre les mobilisations d'autres fractions des classes populaires, à l'image des brimades et mutilations subies par les Gilets jaunes. Les soubassements de ces différentes luttes dessinent l'enjeu de l'existence et la dignité – « nos vies comptent », « on est là » – qui traversent les groupes dominés. La perspective intersectionnelle invite donc à penser stratégiquement le développement des luttes spécifiques et leur articulation.

En effet, cette perspective met en évidence les contradictions au sein des classes populaires, les dominé·es pouvant devenir dominant·es dans certaines configurations. De ce fait, elle offre des outils pour éviter l'hégémonie d'un groupe de dominé·es sur les autres mais aussi l'enfermement identitaire des groupes dominés. La prise en compte du point de vue et de l'expérience de l'« autre » encourage la mise à distance

de l'ethnocentrisme. L'expertise des militantes et intellectuelles attentives au genre ont par exemple permis de démontrer les effets négatifs de la réforme des retraites sur les femmes, et tout particulièrement celles des classes populaires, ce que n'aurait pas permis une perspective uniquement centrée sur la classe. À l'inverse, la faiblesse des stratégies d'implantation syndicale dans les fractions féminisées du prolétariat a constitué une limite à la puissance du mouvement social dont la dynamique dépendait entièrement de quelques fractions du groupe ouvrier (cheminot-es, ouvrier-es des raffineries et de l'énergie).

En mettant en lumière la variabilité des rapports de domination selon les configurations et les lieux, l'intersectionnalité invite à sortir d'une vision essentialiste de chacune des formes de domination. De ce point de vue, elle redonne tout son sens à la classe, ni comme identité fixe et exclusive, ni comme variable expliquant l'ensemble des inégalités, mais comme rapport de domination qui se déploie avec d'autant plus de force qu'il s'articule avec d'autres formes de domination. Il est alors possible de (re)faire de la classe un concept critique de l'ordre social et un langage par et pour les dominé-es. Face à la violence économique, sociale et écologique du capitalisme et face aux dangers du repli nationaliste, le langage des classes demeure un outil dans les combats pour l'émancipation.

Alors que la classe dominante monopolise les ressources économiques et symboliques et bénéficie des outils de coercition de l'État, la ressource principale des dominé-es est la capacité à se lier. La force des dominé-es est avant tout collective et le langage de classe peut lui permettre de se constituer en tant que telle. En effet, comme nous l'avons vu, adopter la grille de lecture classiste contribue à renverser la perspective de lecture du monde : contre le fatalisme d'un ordre social que les dominant-es naturalisent et rendent immuable (« il n'y a pas d'alternative »), elle invite à sa critique et sa remise en cause, parfois même en posant les bases d'un contre-modèle de société fondée sur la justice sociale, l'égalité, l'entraide ou la propriété collective. Elle peut également constituer un renversement de l'ordre du discours. D'abord, lorsque les dominé-es parviennent à s'autodéfinir pour échapper aux définitions imposées par les dominant-es (« pauvres », « défavorisés », etc.) et, par ce biais, à

pénétrer le champ du visible et du dicible dont ils et elles sont exclu-es. Ensuite, lorsqu'ils et elles se mettent en situation de désigner ceux et celles qui les dominent et les exploitent, cette classe sociale qui, selon Roland Barthes, « ne veut pas être nommée ». Enfin, elle fournit un appui pour renverser l'ordre de l'action : le langage de la classe appelle à l'action collective pour rompre ou au moins entraver le cours de l'action des capitalistes. C'est probablement parce que ce langage fournit une puissance critique et créatrice, la classe comme reconnaissance des dominé-es et de leur valeur, qu'il a fait l'objet de réappropriations par différentes fractions des dominé-es. Or ce langage continue de fournir un stock de munitions dans lequel il est possible de puiser en le réactualisant. La multiplication des appels à la grève et la revalorisation de ce mode d'action par les mouvements féministes (« grève féministe » du 8 mars), les mouvements pour la justice environnementale (« grève du climat ») ou des étudiant-es et des jeunes précaires contre le travail gratuit (« grève des stages ») en sont des manifestations.

Toutefois, parce que la configuration du capitalisme a changé, il s'agit de saisir autrement ce langage, pour continuer d'en faire une langue vivante et appropriable. Les classes populaires, sous l'effet des transformations du capitalisme, se sont recomposées et diversifiées, au travail et en dehors du travail. Le « nous » de la classe nécessite donc un élargissement pour inclure et reconnaître ces différentes fractions, en particulier celles qui ont historiquement été marginalisées par le mouvement ouvrier alors qu'elles sont au cœur du capitalisme contemporain. La période actuelle se caractérise par des mobilisations et des revendications concernant le sens, la valeur et l'appropriation du travail dans ses différentes dimensions – marchande, domestique et reproductive –, mais aussi dans ses finalités lorsque ces dernières, subordonnées aux logiques de profits, participent de la destruction des ressources écologiques. Elle ouvre une fenêtre pour réactualiser les propositions originelles du mouvement ouvrier autour de la réappropriation collective du travail marchand et des moyens de production. Ainsi, la propriété collective du travail, dans un sens large, de ses moyens de réalisation et de ses finalités, n'est plus seulement décisive pour la classe des dominé-es mais plus largement pour

l'humanité. Cette configuration rouvre également la question des formes politiques et pratiques de l'internationalisme des dominé-es. De ce point de vue, il est possible de prendre appui sur ces nouvelles bases pour universaliser et étirer les revendications portées par la classe laborieuse au XIX^e siècle.

Redonner son tranchant à la classe comme langage des dominé-es implique de repenser à nouveaux frais la question de qui en est. Les mouvements sociaux qui ont émergé depuis les années 1970 se sont constitués contre des formes spécifiques de domination mais aussi contre la marginalisation et la disqualification de certains groupes dominés au nom des intérêts de la classe ouvrière. La perspective intersectionnelle invite au contraire à la coalition des différents groupes dominés par-delà le noyau modèle de la classe ouvrière. La prise en compte et la reconnaissance d'une pluralité de figures (femmes, étranger-es, racisé-es, etc.) parties prenantes, à parts égales, des classes populaires et, de ce fait, de la pluralité des dominations à combattre, constituent probablement une des conditions de possibilité de l'assemblage d'une classe laborieuse mobilisée.

L'existence des classes comme collectif agissant ne se déduit pas mécaniquement des conditions d'exploitation et de domination, pas plus qu'elle ne se décrète. Elle suppose un travail politique collectif. Dans ce cadre, il n'est pas négligeable que les sciences sociales se saisissent du concept de classe après plusieurs années d'éclipses ou d'usages faibles, et contribuent à nourrir le langage des classes. Mais souligner l'importance du travail collectif de représentation et de mise en forme d'une classe de dominé-es implique, plus encore, d'accorder une place centrale aux dominé-es dans ce travail de représentation. De ce point de vue, les révoltes sociales contemporaines sont un indice des potentialités de participation et d'élargissement des groupes dominés impliqués dans ce travail collectif. Mais, les formes de repli, de frustration et de résignation que peuvent susciter les défaites régulières de ces luttes soulignent également la fragilité de ce processus. Raison de plus pour continuer à remettre l'ouvrage de la classe sur le métier.

Note de lecture et bibliographie

Le propos qui précède ne prétend pas à une synthèse des travaux de sciences sociales. Il se veut un parcours de lectures et de réflexions face aux questionnements et aux difficultés qui se posent à nous avec la classe. J'utilise l'écriture inclusive mais j'emploie uniquement le masculin ou le féminin lorsque je souhaite souligner la composition genrée d'un groupe. La bibliographie qui suit n'est évidemment pas exhaustive ; j'indique les références sur lesquelles je me suis le plus appuyé ; celles aussi qui permettent aux lecteurs et lectrices de prolonger les analyses de cet ouvrage. Le récit se centre sur le cas français tout en mobilisant des références à d'autres contextes, européens ou nord-américains, en particulier pour penser les croisements entre la classe et d'autres rapports de domination. Le langage des classes est un champ de bataille aux frontières (nationales) poreuses.

Christelle Avril, *L'Autre Monde populaire. Les aides à domicile*, Paris, La Dispute, 2011.

Céline Bessière, Sibylle Gollac, *Le Genre du capital*, Paris, La Découverte, 2019.

Sirma Bilge et Patricia Hill Collins, *Intersectionnalité. Une introduction*, Paris, Éditions Amsterdam, 2023.

Luc Boltanski, « Croissance des inégalités, effacement des classes sociales ? Trente années d'embarras sociologiques », in F. Dubet (dir.), *Inégalités et justice sociale*, Paris, La Découverte, 2014, p. 25-47.

Pierre Bourdieu, *La Distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979.

Pierre Bourdieu, « Espace social et genèse des "classes" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52- 53, 1984, p. 3-14.

Leonore Davidoff, Catherine Hall, *Family Fortunes. Hommes et femmes de la bourgeoisie anglaise (1780-1850)*, Paris, La Dispute, 2014.

Nicolas Delalande, *La Lutte et l'Entraide. L'âge des solidarités ouvrières*, Paris, Seuil, 2019.

Christine Delphy, *L'Ennemi principal. Économie politique du patriarcat*, Syllepse, 2013 [1997].

Laurent Dornel, « Les mouvements xénophobes (années 1880-1930) », in M. Pigenet (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014, p. 294-304.

W.E.B. Du Bois, *Les Noirs de Philadelphie. Une étude sociale*, Paris, La Découverte, 2019 [1899].

Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2004 [1961].

Laura Frader, « E. P. Thompson : Classe, genre, historicité et "capacité d'agir" », in D. Chabaud-Rychter (dir.), *Sous les sciences sociales, le genre. Relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour*, Paris, La Découverte, 2010, p. 356-370.

Fanny Gallot, *En découdre. Comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société*, Paris, La Découverte, 2015.

Maurizio Gribaudi, *Paris ville ouvrière. Une histoire occultée (1789-1848)*, Paris, La Découverte, 2014.

Colette Guillaumin, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de nature*, Paris, Éditions iXe, 2007 [1992].

Samuel Hayat, « Conceptualisations of Labour and the Making of the French Working Class in the 1830s », *Redescriptions. Political Thought, Conceptual History and Feminist Theory*, 2022, vol. 25, n° 1, p. 5-26.

Richard Hoggart, *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970 [1957].

- Cédric Hugrée, Étienne Penissat et Alexis Spire, *Les Classes sociales en Europe. Tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*, Marseille, Agone, 2017.
- Cédric Hugrée, Étienne Penissat, « Classes sociales » in D. Fassin (dir.), *La Société qui vient*, Paris, Seuil, 2022, p. 719-737.
- Danièle Kergoat, *Se battre, disent-elles...*, Paris, La Dispute, 2012.
- Saba Le Renard, « 10. Articuler genre, classe et race. Approches empiriques », in M. Maruani (dir.), *Travail et genre dans le monde. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2013, p. 98-106.
- Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du parti communiste*, Paris, Éditions sociales, 1966 [1848].
- Sarah Maza, *The Myth of the French Bourgeoisie: An Essay on the Social Imaginary 1750-1850*, Cambridge, Harvard University Press, 2003.
- Ève Meuret-Campfort, *Lutter « comme des mecs ». Le genre du militantisme ouvrier dans une usine de femmes*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant, 2021.
- Julian Mischi, *Le Parti des communistes. Histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*, Marseille, Hors d'atteinte, 2020.
- Gérard Noiriel, *État, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris, Belin, 2001.
- Myriam Paris, « Citoyenneté refusée : les employées domestiques face à la régulation du travail à La Réunion (1945-1960) », *Travail, genre et sociétés*, vol. 44, n° 2, 2020, p. 49-65.
- Michelle Perrot, *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998.
- Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Sociologie de la bourgeoisie*, Paris, La Découverte, 2016.
- Laure Pitti, *Algériens au travail, une histoire (post)coloniale. Enquête sur les travailleurs immigrés de l'industrie automobile dans la France des « Trente Glorieuses »*, Rennes, PUR, 2023.
- Michèle Riot-Sarcey, *La Démocratie à l'épreuve des femmes. Trois figures critiques du pouvoir*, Paris, Albin Michel, 1994.
- Haude Rivoal, *La Fabrique des masculinités au travail*, Paris, La Dispute, 2021.
- Abelmalek Sayad, *La Double Absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 2014 (voir notamment le texte « L'immigré, "OS à vie" »).
- William H. Sewell, *Gens de métiers et révolutions. Le langage du travail de l'Ancien Régime à 1848*, Paris, Aubier, 1983.
- Olivier Schwartz, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées*, 13 septembre 2011.
- Joan W. Scott, « "L'ouvrière, mot impie, sordide". Le discours de l'économie politique française sur les ouvrières (1840-1860) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 83, juin 1990, p. 2-15.
- Yasmine Siblot, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, Nicolas Renahy, *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.
- Edward Palmer Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Seuil, 2012 [1988].
- Michelle Zancarini-Fournel, « Généalogie de l'intégration des catégories de classe, genre, race dans la discipline historique hexagonale », *20 & 21. Revue d'histoire*, vol. 146, n° 2, 2020, p. 17-28.

Remerciements

Ce livre est nourri des discussions avec de nombreuses et nombreux collègues, en particulier celles et ceux avec qui j'enquête et écris depuis plusieurs années (notamment Cédric Hugrée et Alexis Spire). Je remercie chaleureusement Sylvain Laurens, Audrey Mariette, Julian Mischi, Clyde Plumauzille et Yasmine Siblot pour leur relecture précieuse de différentes versions du manuscrit. Je suis également très reconnaissant à Chloé Pathé et Christophe Granger de m'avoir accordé leur confiance. Enfin, je voudrais remercier celles et ceux, ami·es et militant·es, qui, malgré les difficultés, malgré l'adversité, par-delà les résignations, portent le combat de l'émancipation collective et individuelle.

Table des matières

[Des classes en lutttes](#)

[Quand la classe devient le langage des dominé·es](#)

[Les frontières de la classe](#)

[Un âge d'or des classes ?](#)

[La classe défaite](#)

[La classe des sciences sociales, entre éclipse et redéfinitions](#)

[Classes sociales et classes de sexe](#)

[Classe, immigration et race](#)

[Repolitiser le langage des classes](#)

[Lutttes de classes intersectionnelles](#)

[Note de lecture et bibliographie](#)

[Remerciements](#)

Dans la même collection

Chiffre

Olivier Martin

Décolonial

Stéphane Dufoix

Démocratie

Samuel Hayat

École

Laurence De Cock

Émancipation

Federico Tarragoni

Environnement

Laurent Fonbaustier

Histoire

Guillaume Mazeau

Journalisme

Olivier Villepreux

Langue

Cécile Canut

Nature

Baptiste Lanaspeze

Mérite

Annabelle Allouch

Peuple

Déborah Cohen

Public

Antoine Vauchez

Race

Sarah Mazouz

Révolution

Ludivine Bantigny

Science

Arnaud Saint-Martin

Universalisme

Julien Suaudeau et Mame-Fatou Niang

Utopie

Thomas Bouchet

Direction éditoriale

Chloé Pathé

Conception graphique

Monika Jakopetrevska

Réalisation graphique

Noémie Reillier

Composition

Patrick Leleux PAO

Éditions Anamosa, 12, rue de Cotte, 75012 Paris.

www.anamosa.fr

ISBN : 978-2-38191-064-2



Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.



z-library.sk

z-lib.gs

z-lib.fm

go-to-library.sk



[Official Telegram channel](#)



[Z-Access](#)



<https://wikipedia.org/wiki/Z-Library>